



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 16 – 19 octobre au 1^{er} novembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- L'élection de Rishi Sunak au poste de premier ministre est accueillie plutôt positivement par les acteurs des secteurs numérique et financier

Economie numérique et régulation

- La *Competition and Markets Authority* a contraint *Meta* à vendre la plateforme d'images animées *Giphy*
- La *Financial Conduct Authority* a lancé une enquête sur les effets potentiellement anti-concurrentiels des activités des géants du numérique dans les services financiers de détail
- Un recours collectif de 900 M£ va être introduit contre *Amazon* pour le traitement préférentiel que l'entreprise accorderait à ses propres produits
- L'*Office of Communications* pointe l'insuffisance des mesures mises en place par les sites pour adultes pour la protection des mineurs et appelle à l'adoption de mesures urgentes
- Des députés alertent sur le retard pris par le gouvernement dans la mise en place de la *Digital Markets Unit*
- Le gouvernement accorde 1 M£ à des organisations afin d'aider les personnes vulnérables à mieux repérer la désinformation et améliorer la sécurité en ligne

Télécommunications et réseaux

- L'*Office of Communications* lance une consultation sur le principe de neutralité de l'internet

Données et intelligence artificielle

- L'*Information Commissioner's Office* avertit les entreprises quant aux risques des technologies d'analyse émotionnelle et prononcera des amendes en cas de mauvaise utilisation

Cyber-sécurité

- L'*Information Commissioner* alerte sur les mesures de cybersécurité peu rigoureuses des entreprises et a infligé une amende de 4,4 M£ à la société *Interserve*

Ecosystème tech

- L'investissement en R&D recule au R-U depuis 2014
- *Amazon* lance son service de comparaison d'assurances habitation au R-U

🗨️ **Fait marquant: L'élection de Rishi Sunak au poste de Premier ministre est accueillie positivement par les acteurs des secteurs numérique et financier**

Le 24 octobre, Rishi Sunak, qui fut *Chancellor of the Exchequer* (ministre des finances) de 2020 à juillet 2022, a été élu à la tête du parti conservateur et au poste de Premier ministre, à la suite de la démission de Liz Truss. Sa nomination a suscité des réactions assez positives de la part des acteurs des secteurs numérique et de la finance ; selon [Sifted](#) « ses précédentes déclarations suggèrent qu'il pourrait être le Premier ministre le plus favorable aux startups ». Dans une [interview](#) accordée en 2021 à *Sifted* alors qu'il était *Chancellor of the Exchequer*, Rishi Sunak a déclaré vouloir revigorer « l'âge de l'entrepreneuriat » au R-U en réformant les règles relatives aux visas et aux crédits d'impôts en faveur de la R&D. Dans son [discours](#) d'ouverture de la *London Tech Week* cette année, M. Sunak s'est décrit comme fier d'être un « *tech geek* » et avait promis des allègements fiscaux pour les entreprises faisant de la recherche et du développement. Il arrive toutefois au pouvoir dans un contexte de crises économique – exacerbée par l'incertitude politique de ces derniers mois –, énergétique et sociale, qui pourraient le pousser à revoir les priorités de son action. Des incertitudes demeurent notamment quant à savoir si les [mesures](#) annoncées dans le « mini-budget » fin septembre par Kwasi Kwarteng, - le précédent Chancelier de l'échiquier - telles que la modification du [Seed Investment Scheme](#) (SEIS) ainsi que la prolongation de l'[Entreprise Investment Scheme](#) (EIS) et du [Venture Capital Trust](#) (VCT) seront toutes confirmées. Dans le secteur du numérique, le Premier ministre a renouvelé Michelle Donelan au poste de ministre en charge du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS), qui avait annoncé le 20 octobre, lors de sa première participation aux [questions orales](#) de la *House of Commons*, que l'*Online Safety Bill* était une priorité du gouvernement et que le texte serait de retour au Parlement « très prochainement ».

🌐 Economie numérique et régulation

1 La Competition and Markets Authority a contraint Meta à vendre la plate-forme d'images animées Giphy

Le 18 octobre, la *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA) a [ordonné](#) à *Meta* la revente de la plateforme d'images animées *Giphy* acquise en 2020. L'autorité de concurrence britannique a estimé que cette opération aurait pu permettre à *Meta* de limiter l'accès des autres plateformes de réseaux sociaux aux *GIF* (images animées) et les rendre ainsi moins attractives. La CMA a également constaté que l'opération avait éliminé *Giphy* comme concurrent potentiel sur le marché britannique de la publicité car *Meta* avait mis fin aux services publicitaires proposés par *Giphy*, supprimant ainsi un outil publicitaire potentiel pour les entreprises britanniques. Cette décision clôt l'affaire ouverte en juin 2020. La CMA avait dans un premier temps rendu sa décision finale en novembre 2021, mais *Meta* a fait appel de cette décision auprès du *Competition Appeal Tribunal* (CAT) qui a confirmé la décision sur cinq des six motifs contestés. *Meta* a déclaré son intention de se [conformer](#) à la [décision](#) de la CMA.

2 La Financial Conduct Authority a lancé une enquête sur les effets potentiellement anti-concurrentiels des activités des géants du numérique dans les services financiers de détail

Le 25 octobre, la *Financial Conduct Authority* (autorité de régulation des marchés financiers – FCA) a lancé une [enquête](#) sur les activités d'*Apple*, *Amazon*, *Google* et *Meta*, visant à déterminer si leur activité dans les services financiers de détail (paiements, prêts à la consommation, dépôts, assurances) pouvait avoir un impact négatif sur la concurrence et désavantager les fournisseurs traditionnels. La première étape de l'enquête est le lancement d'une consultation à destination des acteurs du secteur. Tout en reconnaissant que l'impact sur les consommateurs pourrait être positif à court terme, la FCA suggère qu'à plus long terme, les entreprises pourraient être en mesure d'exploiter leur pouvoir de marché pour « enfermer les consommateurs ». Les quatre entreprises détiennent des autorisations de la FCA pour le traitement des paiements au R-U mais Sheldon Mills, directeur exécutif chargé des consommateurs et de la concurrence à la FCA, a déclaré au [FT](#) que l'autorité de régulation était « tournée vers l'avenir » en prévision de l'expansion de ces entreprises sur le marché britannique des services financiers. A ce stade, la FCA ne propose aucun changement réglementaire et son enquête vise à ouvrir le débat.

3 Un recours collectif de 900 M£ va être introduit contre Amazon pour le traitement préférentiel que l'entreprise accorderait à ses propres produits

Le cabinet d'avocats *Hausfeld & Co* a annoncé déposer un recours collectif de 900 M£ auprès du *Competition Appeal Tribunal* contre Amazon. La plainte porte sur la fonction « *BuyBox* » qui met en avant certains biens produits par Amazon et propose ensuite aux consommateurs de les acheter en un clic. L'entreprise est ainsi accusée de mettre en avant artificiellement ses propres produits car les autres revendeurs seraient exclus de cette fonction. Selon [Julie Hunter](#), représentante du groupe de consommateurs, « *De nombreux consommateurs pensent qu'Amazon offre un bon choix et un bon rapport qualité-prix, mais au lieu de cela, la société utilise des astuces de conception pour manipuler le choix des consommateurs et les orienter vers l'offre vedette de sa BuyBox* ». Selon la plainte, ce traitement préférentiel en permettant à Amazon de percevoir des commissions plus élevées et en cachant aux clients les offres les moins chères, violerait ainsi les règles de concurrence. Ce recours fait écho à l'[enquête](#) de la *Competition and Markets Authority* ouverte en juillet dernier, portant également sur la fonction « *BuyBox* » d'Amazon.

4 L'Office of Communications pointe l'insuffisance des mesures mises en place par les sites pour adultes pour la protection des mineurs et appel à l'adoption de mesures urgentes

Le 20 octobre, l'*Office of Communications* (régulateur des télécommunications – Ofcom) a publié un [rapport](#) selon lequel la plupart des sites pour adultes britanniques ne disposeraient pas de mesures solides pour empêcher les mineurs d'accéder à la pornographie et déclare attendre la mise en place de mesures urgentes de la part des entreprises. Selon l'Ofcom, alors que le plus gros acteur du secteur *OnlyFans* a introduit une mesure efficace de vérification de l'âge, les petits sites peinent à mettre en œuvre des mesures suffisamment protectrices. Les plus petits sites estiment que la mise en place de mesures plus efficaces pourrait nuire à leur rentabilité. L'Ofcom a annoncé que dès l'année prochaine les sites pour adultes sous sa supervision devront disposer d'une feuille de route claire pour mettre en œuvre des mesures solides de vérification de l'âge et que le régulateur pourrait prendre des mesures coercitives en cas de défaut. Si l'Ofcom est aujourd'hui déjà compétent pour réglementer les plateformes de partage de vidéos britanniques, l'*Online Safety Bill* devrait lui conférer des pouvoirs plus étendus pour s'assurer que davantage de mesures soient mises en œuvre afin de protéger les enfants des contenus pour adultes.

5 Des députés alertent sur le retard pris par le gouvernement dans la mise en place de la *Digital Markets Unit*

Le 25 octobre, des députés membres du *Business, Energy and Industrial Strategy Committee* de la Chambre des communes ont publié un rapport [intitulé « *Post-pandemic economic growth: state aid and post-Brexit competition policy* »](#) dont une partie porte sur les marchés numériques. Alors que le dernier [Queen's Speech](#) - qui présente les priorités législatives du gouvernement pour l'année à venir – prévoyait qu'un avant-projet du *Digital Markets, Competition and Consumer Bill* soit publié au cours de l'année 2022, les députés s'inquiètent qu'aucun texte n'ait encore été publié et estiment que les perspectives pour qu'un texte soit publié avant la fin de l'année ne sont pas claires. Les députés attirent l'attention du gouvernement sur les risques d'un retard dans la législation qui permettrait la mise en place de la *Digital Markets Unit* - nouvelle unité au sein de l'autorité de la concurrence britannique dédiée aux grandes plate-formes du numérique - et lui demandent de publier l'avant-projet de loi avant la fin du mois de novembre 2022.

6 Le gouvernement accorde 1 M£ à des organisations afin d'aider les personnes vulnérables à mieux repérer la désinformation et améliorer leur sécurité en ligne

Le gouvernement a [annoncé](#) avoir accordé 1 M£ à des organisations afin d'améliorer la sécurité en ligne des personnes vulnérables (notamment les personnes âgées et handicapées). Selon le gouvernement, ces fonds ont été accordés à 17 organisations pour piloter de nouveaux moyens afin de renforcer les compétences en matière d'éducation aux médias des personnes risquant de subir des abus en ligne et d'être trompées par de fausses informations. Le [Media Literacy Taskforce Fund](#) investit dans des projets communautaires pour cibler les personnes vulnérables et le [Media Literacy Programme Fund](#) permettra d'offrir des formations en ligne et des solutions technologiques aux internautes vulnérables. Ces programmes s'inscrivent dans le cadre de la [Online Media Literacy Strategy](#) lancée en juillet 2021, qui vise à aider les organisations d'éducation aux médias à dispenser une éducation plus large et efficace.



📡 Télécommunications et réseaux

1 L'Office of Communications lance une consultation sur le principe de neutralité de l'internet

L'Office of Communications (régulateur des télécommunications – Ofcom) ouvre le débat sur la neutralité de l'internet avec le lancement d'une [consultation](#) (jusqu'en janvier) qui permettrait d'assouplir ce principe. La neutralité de l'internet est l'un des principes fondateurs d'internet qui permet, selon l'[Arcep](#), de « garantir l'égalité de traitement et d'acheminement de tous les flux d'informations sur internet, quel que soit leur émetteur ou destinataire » ; ce sont ainsi les utilisateurs qui contrôlent ce qu'ils voient et font en ligne, et non les fournisseurs de réseau. Selon l'Ofcom, le principe de neutralité de l'internet limite les activités de fournisseurs de réseaux qui se trouvent désavantagés face à la forte croissance des plate-formes en ligne. L'objectif de la consultation serait ainsi de renforcer à terme les opérateurs télécoms face aux géants du numérique, en leur permettant de lancer des services différenciés. Selon la [directrice de la connectivité de l'Ofcom](#), « Nous voulons faire en sorte que [les opérateurs télécoms] puissent aussi innover [...] et protéger leurs réseaux quand les niveaux de trafic testent leurs limites. Nous pensons que cela sera bénéfique pour les consommateurs ». Au sujet de la [contribution des géants du numérique au financement des réseaux](#) fixes et mobiles - les fournisseurs de réseau estiment qu'en soirée, les plate-formes utilisent jusqu'à 70 % de la bande passante alors qu'elles ne contribuent pas au financement des réseaux ; l'Ofcom estime cependant ne pas avoir « suffisamment d'éléments à ce stade » prouvant qu'une telle contribution « serait nécessaire ». La décision de l'Ofcom n'interviendra pas avant l'automne 2023 et tout changement à la neutralité de l'internet devra nécessairement passer par une évolution réglementaire.

🌐 Données et intelligence artificielle

1 L'Information Commissioner's Office avertit les entreprises quant aux risques des technologies d'analyse émotionnelle et prononcera des amendes en cas de mauvaise utilisation

Le 26 octobre, l'Information Commissioner's Office (régulateur des données personnelles – ICO) a [averti](#) les entreprises quant à la nécessité d'évaluer les risques publics liés à l'utilisation des technologies d'analyse émotionnelle sous peine d'amendes et qualifie ces technologies de « pseudo-scientifiques ». L'analyse des émotions (analyse du suivi du regard, des battements du cœur, des expressions faciales, etc) repose sur la collecte de données à

caractère personnel, y compris des réponses comportementales ou émotionnelles subconscientes, et dans certains cas, de données de catégorie particulière (exemple : portant sur l'origine ethnique ou les opinions politiques). Selon l'*Information Commissioner* adjoint, Stephen Bonner, « *Les développements sur le marché de la biométrie et de l'IA émotionnelle sont immatures. Il se peut qu'ils ne fonctionnent pas encore, ou même jamais* » et « *Bien que des opportunités soient présentes, les risques sont actuellement plus importants* ». L'ICO a également annoncé son intention de publier des directives sur la biométrie au printemps 2023.

📍 Cyber-sécurité

1 L'*Information Commissioner* alerte sur les mesures de cybersécurité peu rigoureuses des entreprises et a infligé une amende de 4,4 M£ à la société *Interserve*

John Edwards, l'*Information Commissioner* [estime](#) que les entreprises ne sont pas assez rigoureuses face aux cyberattaques et qu'elles ignorent des mesures essentielles telles que la mise à jour des logiciels et la formation du personnel. Il a ainsi déclaré que « *le plus grand risque cybernétique auquel les entreprises sont confrontées n'est pas dû à des pirates informatiques extérieurs à leur entreprise, mais à la complaisance en leur sein* ». L'entreprise *Interserve* a ainsi été condamnée à une amende de 4,4 M£ par l'*Information Commissioner's Office* (régulateur des données personnelles – ICO) pour ne pas avoir assuré la sécurité des informations personnelles de son personnel. L'ICO a considéré qu'elle n'avait pas mis en place les mesures de sécurité appropriées pour prévenir une cyberattaque qui a permis à des pirates d'accéder aux données personnelles de près de 113 000 employés par le biais d'un email d'hameçonnage.

📍 Ecosystème tech

1 L'investissement en R&D recule au R-U depuis 2014

Selon une étude du *think tank* *Institute for Public Policy Research* ([IPRR](#)), basée sur des données de 2019, la part des dépenses britanniques en R&D est passée de 4,2 % à 3,4 % du total mondial entre 2014 et 2019, soit une baisse de 20 %. Le R-U est classé 11^e parmi les pays de l'OCDE en matière de dépenses de R&D. L'IPRR souligne que l'investissement public demeure essentiel pour mobiliser l'investissement privé : selon ses estimations, 1 Md£

d'investissement public dans la R&D se traduit par un investissement supplémentaire du secteur privé à hauteur d'1,36 Md£ sur 10 ans. Afin de stimuler l'investissement privé et la croissance, l'IPRR suggère au gouvernement d'investir en priorité dans les sciences de la vie, secteur au sein duquel les dépenses de R&D sont les plus élevées, plutôt que de diminuer l'impôt sur les sociétés. L'IPRR souligne par ailleurs qu'un changement méthodologique de l'Office statistique britannique (ONS) a conduit à une hausse, en trompe-l'œil, des dépenses totales de R&D permettant d'atteindre l'objectif de 2,4 % du PIB en 2019, alors qu'elles s'élèvent à [1,7 % du PIB selon l'OCDE](#).

2 Amazon lance son service de comparaison d'assurances habitation au R-U

Amazon a [annoncé](#) le lancement d'un site permettant de comparer et acheter des assurances habitations, l'[Amazon Insurance Store](#), qui proposera dans un premier temps les offres de trois assureurs. Pour l'instant, seuls les utilisateurs déjà détenteurs d'un compte Amazon peuvent bénéficier de ce service. Selon le communiqué d'Amazon, ce lancement ne serait « *qu'un début* », ce qui, selon [Siècle Digital](#), « *envoie un nouveau signal sur ses futures expansions de business : les services financiers* ».

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 19 octobre et 1^{er} novembre 2022 :

- [Sidekick](#), FinTech (start-up visant à permettre l'accès des investisseurs de détails à des actifs traditionnellement réservés à des professionnels ou particuliers fortunés), [Pre-Seed, 3.3M£](#)
- [Oxford Medical Simulation](#), MedTech (entreprise ayant développé un logiciel de formation des personnels médicaux à travers de la réalité virtuelle), [Seed, 2.1 M£](#)
- [Flyp](#), PropTech (plate-forme analysant la valeur du bien et si nécessaire la start-up finance les travaux nécessaires avant de proposer le bien à des agents immobiliers), [Seed, 5 M£](#)
- [Stability AI](#), AI (start-up qui conçoit un outil d'IA ouvert pour créer des images à partir d'un texte), [Seed, 101 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

- [OrbexSpace](#), Space (start-up qui développe des fusées réutilisables à faible charge utile), [Série A, 40.4 M€](#)